Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 46 (1996)

Heft: 2

Artikel: L'expansion économique de la Suisse en outre-mer (XIXe-XXe siècles) : un état de la question

Autor: David, Thomas / Etemad, Bouda

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-81157

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'expansion économique de la Suisse en outre-mer (XIXe–XXe siècles): un état de la question[1]

Thomas David, Bouda Etemad

Les relations entre la Suisse et les territoires de l'outre-mer restent dans l'historiographie suisse un thème mineur et négligé. Le fait que la Suisse n'ait jamais possédé de colonies explique sans doute en partie ce désintérêt: parmi les anciennes puissances coloniales européennes, il existe en effet une longue et riche tradition historiographique sur ce thème. En outre, on a longtemps cru que l'outre-mer n'avait jamais occupé de place importante dans l'économie helvétique, dans la mesure où l'Europe fut le principal partenaire commercial de la Suisse à partir des années 1880, date de la mise en place des statistiques officielles du commerce extérieur suisse. Ce point souligne également le problème des sources: il fallut en effet attendre la fin du XIXe siècle pour pouvoir calculer la part du commerce helvétique absorbée par les territoires d'outre-mer. A ces problèmes statistiques viennent s'ajouter les difficultés à mettre la main sur les archives d'entreprises industrielles, de maisons de commerce ou d'établissements bancaires – ces archives étant détruites ou leur accès étant rendu fort difficile – qui possèdent ou ont possédé d'importants intérêts économiques dans ces régions. Enfin, les débats portant sur l'intégration de la Confédération helvétique à la Communauté européenne ont également détourné, ces dernières années, les chercheurs, et de manière plus large l'opinion publique, des pays extra-européens.

Et pourtant, la Suisse a de longue date entretenu des liens privilégiés avec ces territoires. Ainsi, dès le début du XVIIIe siècle, les milieux d'affaires suisses, profitant de leurs relations dans l'Europe protestante, sont à la tête d'un puissant réseau commercial tourné vers les régions d'outre-mer[2].

1 Version remaniée de l'introduction à *La Suisse sur la ligne bleue de l'Outre-mer. Les Annuelles* N° 5, édité par Bouda Etemad et Thomas David, Lausanne, 1994, p. 7–17.

2 Jean-François Bergier: *Europe et les Suisses. Impertinences d'un historien*, Genève, 1992, p. 108–109.

Les études portant sur le commerce extérieur helvétique confirment l'importance économique des pays extra-européens pour la Suisse[3]. Des recherches récentes, privilégiant l'approche comparative, permettent d'aller plus loin[4]. Elle révèlent que la Suisse est l'un des rares, voire le seul, pays du monde développé à avoir réussi son démarrage industriel en s'appuyant sur des marchés lointains, en l'occurrence ceux d'Amérique latine et d'Asie. A l'inverse des autres nations industrialisées, la large ouverture vers les marchés d'outre-mer coïncide, dans le cas de la Suisse, avec les phases cruciales du démarrage économique.

Autre conclusion surprenante: les marchés d'outre-mer ont joué pour l'économie suisse un rôle plus déterminant que pour les économies de la France et du Royaume-Uni, pays ayant «disposé» durant l'ère contemporaine d'empires coloniaux étendus et fortement peuplés. Au XIXe siècle, comme au XXe siècle, la Suisse figure en effet parmi les économies occidentales les plus tournées vers les marchés du tiers monde. Ceux-ci remplissent, selon les phases alternées de la croissance économique suisse, des fonctions changeantes. Dans l'ensemble pourtant, les effets d'entraînement l'emportent sur ceux d'«assoupissement».

La place occupée par l'outre-mer dans l'économie suisse, attestée par les quelques travaux qui viennent d'être cités, ne peut que faire regretter la rareté des réflexions sur la présence économique helvétique dans ces régions.

Un impérialisme suisse?[5]

La première réflexion sur la nature des relations de la Suisse avec les pays extra-européens a été tentée par Richard Behrendt dans les années 1930. Rejetant les thèses marxistes-léninistes, selon lesquelles l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme, Behrendt a au contraire souligné la spécificité de l'impérialisme suisse, en affirmant que la nature politique de la Suisse fut à l'origine de son expansion économique dans les pays extra-européens. La neutralité affichée par la Suisse et son indifférence politique en matière de relations extérieures lui permirent d'apparaître aux yeux des

3 Voir Béatrice Veyrassat: «La Suisse sur les marchés du monde. Exportations globales et répartition géographique au XIXe siècle. Essai de reconstitution», in: Paul Bairoch et Martin Körner (éds): *La Suisse dans l'économie mondiale (15e–20e s.)*, Genève/Zurich, 1990, p. 287–311.

4 Bouda Etemad: «Structure géographique du commerce entre la Suisse et le Tiers Monde au XXe siècle», in: Paul Bairoch et Martin Körner (éds), op. cit., p. 165–181; «Le commerce extérieur de la Suisse avec le Tiers Monde aux XIXe et XXe siècles. Une perspective comparative internationale», in *La Suisse sur la ligne bleue*, op. cit., p. 19–41.

5 Au sujet de l'historiographie de l'impérialisme suisse, voir aussi Béatrice Veyrassat: *Réseaux d'affaires internationaux, émigrations et exportations en Amérique latine au XIXe siècle. Le commerce suisse aux Amériques*, Genève, 1993, p. 24–33.

pays d'outre-mer essentiellement comme un partenaire économique, sans visée impérialiste. Dès lors, les industriels, commerçants et financiers suisses purent tirer profit de l'impérialisme des autres nations européennes:

> «Es kann kein Zweifel darüber bestehen, dass die Schweiz auf diese Weise als 'tertius gaudens' aus dem Imperialismus der andern gerade als nichtimperialistisches Land Nutzen zieht».[6]

Cette problématique a été reprise il y a quelques années par Beat Witschi dans son étude sur les relations commerciales entre la Suisse et l'Empire ottoman durant la seconde moitié du XIXe siècle. Se référant à l'attitude des grands marchands helvétiques au Levant qui prospérèrent en profitant du poids politique et militaire de certains Etats européens auprès de la Sublime Porte et qui refusèrent dès lors toute représentation diplomatique suisse dans l'Empire ottoman – attitude qu'ils réussirent à faire partager aux autorités de Berne – Witschi a avancé le concept d'impérialisme secondaire pour qualifier l'expansion helvétique sous les tropiques[7].

Cette interprétation de l'impérialisme suisse a été récemment nuancée par des auteurs ayant opté pour l'étude biographique comme approche pour saisir la nature des relations entre la Suisse et les pays d'outre-mer[8]. La biographie de l'avocat lausannois Louis Rambert, qui fut au début de ce siècle directeur de l'une des principales administrations européennes dans l'Empire ottoman, amène ainsi à s'interroger sur la pertinence de la notion de neutralité, synonyme de non-ingérence économique et politique de la part de la Confédération, pour expliquer les succès des Suisses dans les pays extra-européens. La carrière de ce personnage ne fut en effet pas du tout liée à sa nationalité suisse, mais à ses liens très étroits avec les puissances impérialistes: Louis Rambert fut pendant plus de vingt ans au service des intérêts économiques français, en Suisse tout d'abord, puis dans l'Empire ottoman[9].

6 Richard Behrendt: *Die Schweiz und der Imperialismus. Die Volkswirtschaft des hochkapitalistischen Kleinstaates im Zeitalter des politischen und ökonomischen Nationalismus*, Leipzig/Stuttgart, 1932, p. 46.

7 Beat Witschi: *Schweizer auf imperialistischen Pfaden. Die schweizerischen Handelsbeziehungen mit der Levante 1848–1914*, Stuttgart, 1987, p. 177–187 et p. 240–247. C'est également sur la base des travaux de Behrendt que Roland Ruffieux a avancé la notion de colonialisme oblique (Roland Ruffieux, «La Suisses des radicaux (1848–1914)», in *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, 1986, p. 666.)

8 On peut mentionner les études suivantes: Willi Loepfe: *Alfred Ilg und die äthiopische Eisenbahn,* Zurich, 1974; Jacques Pous: *Henry Dunant l'Algérien ou le mirage colonial*, Genève, 1979; Thomas David: «Edouard Huguenin (1856–1926): Un Neuchâtelois dans l'Empire ottoman», *Musée Neuchâtelois*, 2 (1994), p. 67–82.

9 Thomas David: «Louis Rambert (1839–1919), un Vaudois au service de l'impérialisme français dans l'Empire ottoman», in *La Suisse sur la ligne bleue*, op. cit., p. 105–146.

Béatrice Veyrassat a également montré que cette interprétation de l'impérialisme suisse ne s'appliquait pas aux pays d'Amérique latine. A partir des exemples brésilien et mexicain, où le grand commerce refusa la protection des puissances européennes et joua un rôle important dans la mise en place d'une infrastructure diplomatique suisse, cette historienne a rejeté ce modèle, soulignant la multiplicité et la flexibilité de l'expansion helvétique[10].

Si les avis divergent quant à la nature des relations de la Suisse avec les pays d'outre-mer, un certain consensus se dégage par contre pour souligner l'importance de l'émigration, des ressortissants suisses à l'étranger dans l'expansion économique helvétique dans ces régions. Hauser-Dora résume parfaitement ce phénomène lorsqu'elle écrit:

> «[...] die Auslandschweizer [können] als individuelle Förderer des schweizerischen Handels bezeichnet werden.»[11]

Lyonel Kaufmann, dans une étude consacrée au développement des relations commerciales et financières entre la Suisse et le Congo de 1930 à 1960, reprend cet argument tout en le nuançant. Cet auteur montre en effet que les émigrants suisses, de par leur position au sein des sociétés commerciales (directeurs, agents commerciaux, gérants, etc.), furent en mesure de favoriser les exportations helvétiques. Toutefois, dès le moment où les relations commerciales entre les deux pays perdirent de leur caractère embryonnaire pour devenir plus suivies et significatives, on assista au retrait progressif de l'émigrant, comme pionnier de l'expansion suisse, et à l'émergence d'une organisation systématique, d'une structure d'encadrement par l'intermédiaire des maisons de commerce, du consulat, de l'agence commerciale de l'Office Suisse d'Expansion Commerciale (OSEC)[12].

Le fait que dans notre pays l'histoire des migrations constitue à l'heure actuelle le champ de recherches le plus fécond sur les relations de la Suisse avec l'étranger explique en partie l'accent mis sur le rôle des émigrants suisses dans l'expansion économique helvétique vers l'outre-mer[13].

10 Béatrice Veyrassat: *Réseaux d'affaires*, op. cité.

11 Angela Maria Hauser-Dora: *Die wirtschaftlichen und handelspolitischen Beziehungen der Schweiz zu überseeischen Gebieten (1873–1913)*, Berne, 1986, p. 215.

12 Lyonel Kaufmann: «Guillaume Tell au Congo. L'expansion suisse au Congo belge (1930–1960)», in: *La Suisse sur la ligne bleue*, op. cit., p. 43–94.

13 Pour un aperçu des recherches sur le phénomène migratoire, nous renvoyons à Béatrice Ziegler: «Schweizerinnen wandern aus», *Revue suisse d'histoire*, 2 (1994), p. 120–143, ainsi qu'à Klaus Anderegg, May B. Broda, Carsten Goehrke, Hans Werner Tobler, Josef Voegeli, Béatrice Ziegler-Witschi: «Zu Stand und Aufgaben schweizerischer historischer Wanderungsforschung», *Revue suisse d'histoire*, 37 (1987), p. 303–332.

Vers une nouvelle périodisation

L'entre-deux-guerres constitue un domaine presque totalement délaissé par les historiens s'intéressant aux relations entre la Suisse et l'outre-mer, et ce contrairement au XIXe siècle qui a fait l'objet d'un certain nombre d'études[14]. Pourtant, cette période marque une rupture, dans la mesure où l'Etat intervint de manière croissante, surtout à partir des années 1930, dans les échanges économiques et financiers[15]. En outre, l'émergence sur la scène internationale de la place financière helvétique durant la Première Guerre mondiale[16] donna une importance accrue aux relations financières extérieures et aux investissements suisses à l'étranger[17]. Or, cette évolution a été en grande partie négligée par des auteurs comme R. Behrendt, B. Veyrassat et B. Witschi, dans la mesure où ils ont basé leurs réflexions sur l'impérialisme suisse essentiellement à partir de l'expansion commerciale helvétique ou XIXe siècle.

Les études réunies dans le numéro 5 des *Annuelles* laissent entrevoir une nouvelle périodisation de l'expansion économique suisse dans les territoires d'outre-mer: la lente émergence des intérêts financiers et leur emprise croissante sur la politique extérieure suisse. Dans les relations entre la Confédération et l'Empire ottoman par exemple, les intérêts commerciaux étaient dominants durant la seconde moitié du XIXe siècle. A la fin de cette période, des sociétés financières furent fondées en Suisse et commencèrent à investir au Levant[18]. Dans ce cas toutefois, il ne semble pas qu'à la veille de la Première Guerre mondiale les milieux financiers helvétiques aient été en mesure d'influer sur la politique extérieure de la Suisse, en soutenant par exemple la création d'un consulat suisse au Levant.

L'accord conclu en 1934 entre la Confédération et l'Argentine, destiné en grande partie à sauvegarder les avoirs des investisseurs suisses dans ce pays, révèle de façon plus évidente l'importance croissante des intérêts financiers dans les relations économiques entre la Suisse et les pays extra-

14 Pour des précisions bibliographiques, nous renvoyons à *La Suisse sur la ligne bleue*, op. cit., p. 14

15 A cet égard, voir Marc Perrenoud: «Banques et diplomatie suisses à la fin de Deuxième Guerre mondiale. Politique de neutralité et relations financières internationales», *Etudes et Sources*, 13–14 (1987–88), p. 7–14.

16 Voir l'ouvrage de Sébastien Guex: *La politique monétaire et financière de la Confédération suisse 1900–1920*, Lausanne, 1993.

17 VoirAntonio Sommavilla: «L'accord commercial et financier de 1934 entre la Suisse et l'Argentine», in *La Suisse sur la ligne bleue*, op. cit., p. 95–103.

18 Les sociétés financières suisses investirent dans d'autres pays extra-européens comme au Brésil par exemple, cf. Béatrice Veyrassat: «Les Suisses et la Suisse au Brésil (1817–1930). Le renouvellement des communautés d'affaires et le recul de l'influence économique de la Suisse française», *Etudes et sources*, 21, 1995, p. 24–26.

européens durant l'entre-deux-guerres. Enfin, l'étude des emprunts souscrits en Suisse au début des années 1950 par le Congo belge montre l'autonomie et la primauté des intérêts financiers sur la politique extérieure de la Confédération, voire sur sa politique commerciale.

Ce cadre chronologique, utile pour sa valeur démonstrative, mérite d'être nuancé. Il suffit de se souvenir qu'au XVIIIe siècle les banquiers privés suisses entretenaient des liens étroits avec les territoires extra-européens en contrôlant certains réseaux commerciaux[19]. Dès l'origine, les milieux financiers helvétiques étaient ainsi liés à l'outre-mer. Plus près de nous, à la fin des années 1960, on voit, dans le cadre des transactions menées au Parlement pour établir une garantie contre les risques à l'investissement, les intérêts industriels et commerciaux arriver à leurs fins[20].

L'histoire des relations économiques entre la Suisse et les pays du tiers monde aux XIXe et XXe siècles s'apparente ainsi non pas tant à la lente émergence des intérêts financiers qu'à un mouvement de balancier qui fait osciller la politique extérieure suisse, selon les périodes et les régions, au gré des intérêts financiers et/ou commerciaux. A nouveau, on retrouve cette flexibilité propre à l'expansion suisse.

19 Herbert Lüthy: *La Banque Protestante en France de la Révocation de l'Edit de Nantes à la Révolution*, 2 vol., Paris, 1961.
20 Peter Hug, Béatrix Mesmer (éds): «Von der Entwicklungshilfe zur Entwicklungspolitik», *Etudes et Sources*, 19 (1994), p. 621.

Adressen der Autoren / Adresses des auteurs

Michel Biard, Maître de conférence Paris-I, Rue de la Passerelle 42, F-62100 Calais

Josef Brülisauer, Historisches Museum Luzern, 6000 Luzern 7

Thomas David, Rue du Valentin 45, 1004 Lausanne

Brigitte Degler-Spengler, c/o Staatsarchiv Basel, Martinsgasse 2, 4001 Basel

Bouda Etemad, Rte de Frontenex 96, 1208 Genève

Bruno Koch, Historisches Institut, Universität Bern, Länggass-Strasse 49, 3000 Bern 9

Marie Claude Morand, Musée cantonal d'histoire, Château de Valère, 1950 Sion

Peter Pfrunder, Schweizerisches Landesmuseum, Postfach, 8023 Zürich

Christian Windler, Historisches Seminar, Hirschgässlein 21, 4051 Basel